



Conseil en gestion
et management d'entreprises

Jean-François JAUMIER

Expert-Comptable

Commissaire aux Comptes

CIDFF

**Siège social : 37 Avenue des Pyrénées
11100 NARBONNE**

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos au 31/12/2023

Site internet :
www.cgmesud.fr

205, Boulevard Gay Lussac
Z.I. La Bouriette
11000 CARCASSONNE

cgme@cgmesud.fr
Tél. : 04 68 72 33 83
Télécopie : 04 68 72 52 44

SARL JAUMIER
Capital de 8 000€
RCS Carcassonne 448 226 092

Locataire gérant – N° d'identification intracommunautaire : FR 74 448 226 092

Conditions de règlement des honoraires : par prélèvement. Pas d'escompte en cas de paiement anticipé.

En cas de retard de paiement, une pénalité égale à 3 fois le taux d'intérêt légal sera exigible et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros sera appliquée (art. L 441-6).

CIDFF
Siège social : 37 Avenue des Pyrénées
11100 NARBONNE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos au 31/12/2023

Aux Membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association CIDFF relatifs à l'exercice clos le 31/12/2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821.53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Nous nous sommes assurés de la réalité et de la correcte comptabilisation des subventions perçues sur l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Membres

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du le Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Adhérents

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à CARCASSONNE, le 10 Avril 2024

SARL JAUMIER, représenté par
Jean François JAUMIER
Commissaire aux comptes

GROUPE CGME
SARL JAUMIER
EXPERT-COMPTABLE
COMMISSAIRE AUX COMPTES
205 bd. Gay Lussac - Z.I. la Bouriette
11000 CARCASSONNE
Tél. 04 68 72 33 83
cgme@cgmesud.fr

Actif immobilisé		Du 01/01/2023 au 31/12/2023		Net	Du 01/01/2022 au 31/12/2022
		Brut	Amortis., prov.		Net
Capital souscrit non appelé (0)	AA				
Frais d'établissement *	AB		AC		
Frais de recherche et développement	AD		AE		
Concessions, brevets et droits similaires	AF	7 801	AG	7 801	
Fonds commercial (1)	AH		AI		
Autres immobilisations incorporelles	AJ		AK		
Avances et acomptes sur immo. incorporelles	AL		AM		
Terrains	AN		AO		
Constructions	AP	835 630	AQ	594 004	241 625
Installations techniques, matériel et outil. industriels	AR		AS		242 360
Autres immobilisations corporelles	AT	82 547	AU	73 379	9 168
Immobilisations en cours	AV		AW		15 142
Avances et acomptes	AX		AY		
Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence	CS		CT		
Autres participations	CU		CV		
Créances rattachées à des participations	BB		BC		
Autres titres immobilisés	BD		BE		
Prêts	BF		BG		
Autres immobilisations financières *	BH	3 170	BI		3 170
TOTAL (I)	BJ	929 147	BK	675 184	253 963
					260 672

Actif circulant		Brut	Amortis., prov.	Net	Net
Matières premières, approvisionnements	BL		BM		
En cours de production de biens	BN		BO		
En cours de production de services	BP		BQ		
Produits intermédiaires et finis	BR		BS		
Marchandises	BT		BU		
Avances et acomptes versés sur commandes	BV		BW		
Clients et comptes rattachés *	BX	38 566	BY	38 566	82 162
Autres créances	BZ	203 711	CA	203 711	177 678
Capital souscrit et appelé, non versé	CB		CC		
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres.....)	CD	1 259	CE	1 259	1 259
Disponibilités	CF	369 781	CG	369 781	430 569

Comptes de régularisation		Brut	Amortis., prov.	Net	Net
Charges constatées d'avance *	CH	11 009	CI	11 009	9 246
TOTAL (II)	CJ	624 326	CK	624 326	700 913
Charges à répartir sur plusieurs exercices * (III)	CL				
Primes de remboursement des obligations (IV)	CM				
Ecart de conversion actif * (V)	CN				
TOTAL GENERAL (I à V)	CO	1 553 473	675 184	878 289	961 585

Capitaux propres		Du 01/01/2023 au 31/12/2023	Du 01/01/2022 au 31/12/2022
Capital social ou individuel * (dont versé.....)	DA		
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	DB		
Ecart de réévaluation * (dont écart d'équivalence)	EK		
Réserve légale	DC		
Réserves statutaires ou contractuelles	DD		
Réserves règlementées *	DE		
Autres réserves	DF		
Report à nouveau	DG		
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	DH	256 651	249 747
Subvention d'investissement	DI	8 200	6 903
Provisions règlementées *	DJ	11 792	17 852
	DK		
TOTAL (I)	DL	276 642	274 502

Autres fonds propres		Du 01/01/2023 au 31/12/2023	Du 01/01/2022 au 31/12/2022
Produit des émissions de titres participatifs	DM		
Avances conditionnées	DN		
TOTAL (II)	DO		

Provisions pour risques et charges		Du 01/01/2023 au 31/12/2023	Du 01/01/2022 au 31/12/2022
Provisions pour risques	DP	72 021	60 720
Provisions pour charges	DQ	163 260	226 884
TOTAL (III)	DR	235 281	287 604

Dettes		Du 01/01/2023 au 31/12/2023	Du 01/01/2022 au 31/12/2022
Emprunts obligataires convertibles	DS		
Autres emprunts obligataires	DT		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	DU	127 772	160 769
Emprunts et dettes financières divers	DV	2 716	2 716
Avances et acomptes reçues sur commande en cours	DW		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	DX	19 259	16 370
Dettes fiscales et sociales	DY	207 121	191 861
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	DZ		
Autres dettes	EA		2 895
Produits constatés d'avance	EB	9 497	24 868
TOTAL (IV)	EC	366 366	399 479
Ecart de conversion passif * (V)	ED		
TOTAL GENERAL (I à V)	EE	878 289	961 585

COMPTE DE RESULTAT

CIDFF de l'Aude

Produits d'exploitation		Du 01/01/2023 au 31/12/2023	Du 01/01/2022 au 31/12/2022
Ventes de marchandises *	FC		
Production vendue	FF	16 539	21 561
Biens	FI	513 676	607 193
Services			
Chiffres d'affaires nets *	FL	530 215	628 754
Production stockée *	FM		
Production immobilisée *	FN		
Subventions d'exploitation	FO	1 097 930	1 098 018
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges *	FP	87 205	88 757
Autres produits (1)	FQ	43 540	16 959
Total des produits d'exploitation (I)	FR	1 758 890	1 832 488
Charges d'exploitation		Du 01/01/2023 au 31/12/2023	Du 01/01/2022 au 31/12/2022
Achats de marchandises (y compris droits de douane) *	FS		
Variation de stock (marchandises) *	FT		
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane) *	FU		
Variation de stock (matières premières et approvisionnements) *	FV		
Autres achats et charges externes (3) *	FW	263 262	276 314
Impôts, taxes et versements assimilés *	FX	90 994	86 367
Salaires et traitements *	FY	1 026 875	997 168
Charges sociales	FZ	308 885	290 409
Sur actif immobilisations	GA	35 764	31 899
- dotations aux amortissements *	GB		
- dotations aux provisions	GC		
sur actif circulant : dotations aux provisions	GD	11 971	109 454
Pour risques et charges : dotations aux provisions	GE	35 692	46 187
Autres charges			
Total des charges d'exploitation (II)	GF	1 773 443	1 837 798
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	GG	- 14 554	- 5 310
Opérations en commun		Du 01/01/2023 au 31/12/2023	Du 01/01/2022 au 31/12/2022
Bénéfice attribué ou perte transférée * (III)	GH		
Perte supportée ou bénéfice transféré * (IV)	GI		
Produits financiers		Du 01/01/2023 au 31/12/2023	Du 01/01/2022 au 31/12/2022
Produits financiers de participation (5)	GJ		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)	GK		
Autres intérêts et produits assimilés (5)	GL	4 085	1 603
Reprises sur provisions et transferts de charges	GM		
Différences positives de change	GN		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	GO		
Total des produits financiers (V)	GP	4 085	1 603
Charges financières		Du 01/01/2023 au 31/12/2023	Du 01/01/2022 au 31/12/2022
Dotations financières aux amortissements et provisions *	GQ		
Intérêts et charges assimilées (6)	GR	2 540	3 002
Différences négatives de change	GS		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	GT		
Total des charges financières (VI)	GU	2 540	3 002
2 - RESULTAT FINANCIER (V - VI)	GV	1 544	- 1 399
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV + V - VI)	GW	- 13 009	- 6 710

COMPTE DE RESULTAT

CIDFF de l'Aude

Produits exceptionnels		Du 01/01/2023 au 31/12/2023	Du 01/01/2022 au 31/12/2022
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	HA	14 019	5 702
Produits exceptionnels sur opérations en capital *	HB	7 387	7 911
Reprises sur provisions et transferts de charges	HC		
Total des produits exceptionnels (VII)	HD	21 407	13 613
Charges exceptionnelles		Du 01/01/2023 au 31/12/2023	Du 01/01/2022 au 31/12/2022
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	HE	198	
Charges exceptionnelles sur opérations en capital *	HF		
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	HG		
Total des charges exceptionnelles (VIII)	HH	198	
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	HI	21 209	13 613
Rubriques		Du 01/01/2023 au 31/12/2023	Du 01/01/2022 au 31/12/2022
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)	HJ		
Impôts sur le bénéfice * (X)	HK		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	HL	1 784 381	1 847 704
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	HM	1 776 181	1 840 800
5 - BENEFICE OU PERTE (Total des Produits - Total des Charges)	HN	8 200	6 903